



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 5 – 7 mai 2021



Pays nordiques

	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de contaminations	5 652 247	973 604	253 673	113 458	87 345	6 483
Taux de contamination (pour 100 000 habitants)	8 434,57	9 516,96	4 369,83	2 129,39	1 582,94	1 815,97
Nombre de décès	104 819	14 048	2 490	757	915	29
Taux de décès (pour 100 000 habitants)	156,4	137,3	42,9	14,2	16,6	8,1
Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin	15 780 000	2 511 121	1 367 495	1 373 911	1 694 744	110 199
Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin (%)	23,5%	24,5%	23,6%	25,8%	30,7%	30,9%

Chiffres du 3 mai 2021 - Sources : Eurostat, Worldometers, Agences nationales de Santé

Les pays nordiques en tête du classement mondial de la liberté de la presse.

Publié chaque année depuis 2002 à l'initiative de Reporters sans frontières, le classement mondial de la liberté de la presse dresse une liste de 180 pays et régions, établie selon le critère du degré de liberté dont jouissent les journalistes. Véritable référence, ce classement se fonde sur les réponses d'experts à un questionnaire – portant sur le pluralisme, l'indépendance des médias, la qualité du cadre légal et la sécurité des journalistes dans ces territoires – et sur un relevé quantitatif des violences commises à l'encontre des journalistes sur la période prise en compte. Le podium 2021 est 100% nordique : la Norvège arrive en tête, suivie de la Finlande et de la Suède. Le Danemark arrive en 4^{ème} position. La seule ombre au tableau de la super-performance nordique concerne l'Islande, classée 16^{ème}.

Coopération nordique autour des entreprises innovantes. Le Nordic Innovation, une institution relevant du Conseil nordique des ministres, a lancé un programme de formation inter-nordique pour les entreprises innovantes dans la phase de scale-up. Le programme donnera aux entreprises participantes les instruments et stratégies pour se développer rapidement sur de nouveaux marchés. Pour ce faire, le consultant suédois Di Scale Up travaillera en collaboration avec la Startup Foundation en Finlande et ScaleupXC en Norvège.

Danemark

Les États-Unis se constituent partie civile et poursuivent Danske Bank en justice, dans l'affaire du blanchiment d'argent révélée en 2019. L'État américain et le *Federal Retirement Thrift Investment Board* (responsable de l'un des plus grands fonds de pension d'État des États-Unis) allongent la liste des parties qui ont intenté une action devant le tribunal de Copenhague, réclamant des dommages et intérêts à la banque et son ancien directeur général Thomas Borgen. C'est la première fois que l'État américain poursuit une entreprise en Scandinavie. Depuis mars 2019, environ 340 poursuites ont été intentées contre Danske Bank et/ou son ancien directeur général à la suite de l'affaire de blanchiment d'argent. Environ 700 investisseurs sont à l'origine des réclamations, qui ont jusqu'à présent été évaluées à 15,1 Mds DKK (2,03 Mds€). Tant la banque que T. Borgen déclinent toute responsabilité dans cette affaire.

La productivité danoise se maintient en 2020. Selon une récente étude de l'OCDE, la productivité par heure travaillée n'a pas diminué au Danemark pendant la crise sanitaire. Bien que peu élevé, le PIB par heure travaillée a même légèrement augmenté, de 75\$ en 2019 à 75,4\$ en 2020. L'une des raisons expliquant que la production par heure ait été résiliente en 2020 se trouve dans le transfert des ressources des industries peu productives vers les industries à haute productivité, impactant positivement le PIB global du pays par heure de travail. Par exemple, alors qu'une diminution du nombre d'heures travaillées dans l'industrie de la restauration a été constatée (une industrie contribuant faiblement à l'économie globale), les secteurs à haute productivité tels que le conseil, le droit et l'audit sont devenus plus actifs tout au long de l'année.

Finlande

Tensions politiques majeures durant les négociations politiques et budgétaires de mi-mandat du Gouvernement. Le parti du Centre menace de quitter la coalition faute de plan de retour à l'équilibre des finances publiques plus rapide que le scénario envisagé par le parti Social-démocrate. Finalement, un accord politique a été trouvé pour revenir au cadre de dépenses au début de la prochaine législature en 2024. Le Gouvernement a notamment l'intention de procéder à des augmentations d'impôts mais l'imposition des sociétés ne serait pas durcie.

Fin de l'état d'urgence. La Finlande a levé l'état d'urgence (activé le 1^{er} mars) le 27 avril, confiant sur le fait que l'épidémie de covid-19 peut désormais être gérée en utilisant les pouvoirs habituels des autorités. Helsinki ouvre graduellement ses services fermés depuis le 1^{er} mai (bibliothèques, espaces culturels et piscines municipales). Les limitations de rassemblement et les restrictions concernant les établissements de restauration, seront graduellement assouplies et supprimées à partir de juin. Le plan de sortie de crise du Gouvernement prévoit le retour à une vie quasi normale fin juillet.

Le Gouvernement décide de modifier la loi sur la fiscalité forestière. Le but est de freiner le transfert rapide des forêts finlandaises aux mains d'intérêts étrangers via des fonds forestiers et d'investissement qui, grâce à une faille dans la loi, profitent d'un avantage fiscal destiné aux propriétaires forestiers privés. Selon la Confédération des producteurs agricoles et forestiers (MTK), les investisseurs se sont emparés de près de la moitié des forêts échangées ces dernières années, le patrimoine forestier finlandais des fonds d'investissement s'élevant à près d'un demi-million d'hectares.

Signature d'un protocole d'accord entre la Finlande et l'Estonie sur la coopération dans le secteur des transports. Celui-ci sera en vigueur jusqu'en 2030. L'objectif est de promouvoir des projets de transport à grande échelle, tels que le tunnel Helsinki-Tallinn, le Rail Baltica, les réseaux transeuropéens de transport et le réseau mer du Nord - mer Baltique. Le protocole d'accord fournit un environnement amélioré pour les demandes de financement européen.

Islande

La Banque Centrale islandaise encourage le Gouvernement à accroître les investissements. Ásgeir Jónsson, gouverneur de la Banque Centrale du pays, a critiqué devant l'Althing (Parlement islandais) le manque d'investissements et de mesures économiques de long terme, qui permettraient de limiter plus efficacement le chômage, en forte hausse depuis le début de la pandémie. Le gouverneur encourage notamment la diversification des investissements dans les exportations, à l'heure où la sortie de crise semble se rapprocher.

La Banque Centrale met en garde le Gouvernement sur l'influence des lobbies. Le président du Conseil de surveillance de la Banque Centrale islandaise, Gylfi Magnússon, a attiré l'attention du Gouvernement sur les conséquences néfastes du poids des grandes entreprises sur les décisions politiques. Il appelle à une plus grande vigilance pour éviter que les desseins économiques et financiers de certains groupes ne prévalent sur l'intérêt général. Gylfi Magnússon a notamment mentionné l'influence de grandes entreprises dans le secteur de la pêche, récemment éclaboussé par la participation active de Samherji à un système complexe de corruption en Namibie.

Une filiale de Samherji rembourse sa dette auprès des autorités financières féroïennes. La société Tindholmur a récemment payé 345 M ISK (2,3 M€) au Trésor des îles Féroé. Ce remboursement fait suite au documentaire sur Samherji, diffusé en mars dernier, qui a révélé le scandale financier de l'entreprise de pêche islandaise, au cœur d'un système de corruption générale en Namibie. Ainsi, cette diffusion avait permis de découvrir une malversation financière liée au paiement des impôts de l'équipage d'un chalutier et au mauvais enregistrement de celui-ci.

Icelandair : 73% de perte de chiffre d'affaires. Le récent bilan de la compagnie aérienne islandaise fait état d'une baisse drastique du chiffre d'affaires entre le premier trimestre 2020 et le premier trimestre 2021. Enregistrant une baisse de 89% du nombre de passagers en glissement annuel, Icelandair a annoncé qu'il ne publierait pas de prévisions pour l'année en cours, compte tenu des incertitudes persistantes, et ce malgré une bonne reprise des opérations de fret depuis janvier.

La compagnie aérienne islandaise Play ouvrira une ligne entre Keflavik et Paris. Le 2 mai dernier, Birgir Jónsson, PDG de la nouvelle compagnie aérienne *low cost*, a annoncé que des liaisons seraient assurées depuis l'Islande vers les aéroports de Londres, Copenhague, Alicante, Tenerife et Paris. Considérées comme les « destinations traditionnelles des Islandais », une de ces liaisons sera choisie pour le vol inaugural de la compagnie, prévu le 24 juin prochain.

Un rayon de soleil américain pour le tourisme islandais. Avec le débarquement de huit avions en provenance des États-Unis à l'aéroport de Keflavik le 3 mai dernier, la saison touristique en Islande démarre finalement. La bonne avancée de la vaccination aux États-Unis permet d'espérer une embellie pour ce secteur. Les campagnes de promotion du tourisme en

Islande, diffusées outre-Atlantique, semblent avoir également joué un rôle dans cette intensification : dans une étude réalisée en février par Maskína dans 6 pays, dont les États-Unis, plus de 10% des personnes interrogées déclaraient envisager se rendre en Islande dans les douze prochains mois.

Norvège

Port nucléaire à Tromsø. La commune de Tromsø a donné en octobre dernier son feu vert à la construction d'un port pour accueillir des sous-marins nucléaires. L'organisation « Non aux navires à propulsion nucléaire » (NAM), qui souhaite interrompre ce projet, a demandé la publication d'un rapport confidentiel sur les risques liés à ces installations. 60 des 80 pages de ce rapport sont désormais publiques et indiquent que toute la commune se trouve à l'intérieur de la zone rouge en cas d'accident radioactif. L'organisation a également envoyé une lettre à toutes les communes voisines de Tromsø (Karlsøy, Lyngen, Skjervøy et Balsfjord) pour les encourager à s'opposer à l'installation de ce port. « *Le Gouvernement donne la priorité aux intérêts des États nucléaires et non pas à la sécurité, la santé et l'environnement à Tromsø* », regrette le président de NAM, Håkon Elvenes.

Les actions du Fonds pétrolier ont eu un retour sur investissement de 4% au premier trimestre 2021. Cela représente 382 Mds NOK (38 Mds€). Les actions constituent ainsi 73,1% des investissements totaux, dépassant le seuil fixé de 70%. Le Fonds pétrolier est désormais obligé de vendre des actions pour une valeur de 3% de la valeur totale du Fonds (330 Mds NOK soit 33 Mds€).

La première usine de granulés du bois (pellets) de l'entreprise Arbaflames mise en production à Kongsvinger. L'usine aura une capacité de production de 70 000 tonnes par an. Après 20 ans d'essais, Arbaflames a créé des pellets (granulés de bois)

qui remplaceront le charbon dans les centrales électriques réduisant les émissions de CO₂ de 90%. Deux autres usines sont prévues en Suède et aux Pays-Bas. L'objectif est d'atteindre 10 usines d'ici 10 ans, produisant 2,5 millions de tonnes de pellets par an. L'Europe est considérée être le marché le plus important pour l'entreprise, puisqu'environ 320 centrales électriques au charbon seront fermées d'ici 2030. « *Il y a un grand besoin d'énergie stable qui peut couvrir les demandes lorsqu'il n'y a pas de soleil ou de vent* », estime le propriétaire et fondateur Bjørn Erling Knappskog.

Brexit : pas d'accord sur la pêche entre la Grande-Bretagne et la Norvège. La Norvège et la Grande-Bretagne arrêtent les négociations sans avoir trouvé un accord bilatéral sur la pêche. « *Il s'est avéré très difficile de parvenir à un accord avec le Royaume-Uni sur l'accès aux zones de pêche et l'échange de quotas pour 2021. En ce qui concerne l'accès mutuel aux quotas de pêche dans les eaux de chacun (...), les points de vue étaient trop éloignés pour que nous puissions parvenir à un accord maintenant. Par conséquent, il était mieux d'y mettre fin* », a déclaré le ministre de la Pêche, Odd Emil Ingebrigtsen. « *Pour l'année 2021, il faut que l'industrie s'y adapte* » a précisé le ministre. Il a ajouté que les négociations se sont tenues dans une bonne ambiance et a souligné l'importance de continuer à développer les relations entre les deux pays dans le domaine de la pêche.

Dans son nouveau rapport sur l'économie norvégienne, le FMI prévoit une croissance du PIB continental de 3,2% en 2021. Même si l'économie norvégienne est en train de se remettre, le FMI estime qu'il existe toujours un risque élevé lié aux taux de vaccination et aux taux d'infection. « *La politique d'aide financière devrait faciliter la relance économique et ralentir progressivement avec la reprise de l'activité du secteur privé* », écrit le FMI dans son rapport. Pour le marché immobilier, le FMI conseille à la

Norvège de considérer des ajustements plus stricts pour les règles hypothécaires si les prix des logements continuaient à augmenter. Depuis l'an dernier, les prix de l'immobilier ont connu une hausse de 12,5%.

Plateforme commune de LO et de NHO pour le développement industriel. La confédération syndicale LO et l'organisation patronale NHO présenteront avant l'été une plateforme commune sur la politique industrielle et énergétique en Norvège d'ici 2030, et réfléchissent à une feuille de route à l'horizon 2050. *Klassekampen* a eu accès à une première version du texte, et retient trois axes : les plateformes pétrolières seront alimentées en électricité produite sur le continent et non pas par des éoliennes offshore ; les besoins d'énergie continueront à augmenter jusqu'en 2050 et stimuleront la construction d'éoliennes terrestres ; et aucune date n'est fixée pour la sortie du pétrole. Les partis conservateur et travailliste ont salué cette initiative de LO et NHO, qui constitue « *un bon exemple de la coopération entre les acteurs du marché du travail* » selon le ministre du Travail, Torbjørn Røe Isaksen (conservateur). « *L'énergie, le climat, l'industrie et les questions sociales ne peuvent plus être considérés comme des domaines distincts* », ajoute Espen Barth-Eide, porte-parole du Parti travailliste sur l'environnement.

Suède

La croissance économique se renforce progressivement et pourrait atteindre 4% en 2021. Selon l'Office suédois des statistiques (SCB), la croissance du PIB était de 1,1% au T1 2021 (par rapport au T4 2020). La plupart des indicateurs du baromètre de conjoncture, tant ceux portant sur l'industrie que sur les services, sont au beau fixe, ce qui explique l'optimisme retrouvé à Stockholm. Nordea, comme la Banque de Suède, ont révisé à la hausse leurs perspectives de croissance pour cette année : elle pourrait atteindre 3,7% selon la

Banque Centrale, voire même 4% selon Nordea (qui reste pour l'heure le plus optimiste). À la fin du 1^{er} semestre, l'économie suédoise devrait avoir retrouvé son niveau d'avant crise.

La pression fiscale en Suède s'est atténuée. Après avoir longtemps dominé le classement OCDE des pays aux prélèvements obligatoires les plus élevés en pourcentage du PIB, les impôts se sont contractés au cours du deuxième mandat (2018-2022) de Stefan Löfven (ils avaient augmenté pendant la première législature de son Gouvernement (2014-2018)). La Suède n'est désormais plus dans le peloton de tête des pays à la pression fiscale la plus élevée.



La part de marché des constructeurs automobiles français augmente à nouveau. Selon Bil Sweden, la part de marché des constructeurs automobiles français (incluant Opel dans PSA) est passée de 7,1% à 8,5% au cours des quatre premiers mois de l'année 2021. Cette progression résulte d'une hausse des ventes de Peugeot (modèles 2008 et 3008), d'Opel (Grandland X) et de Citroën (C3), alors que les ventes de Renault ont reculé.

Le Gouvernement a réitéré son intention de fermer l'aéroport de Stockholm Bromma en 2024 plutôt que 2038. Il a commandé une enquête sur les conséquences d'une fermeture et les possibilités de transfert du trafic vers Arlanda, qui sera rendue en août 2021. L'utilisation du terrain de Bromma pour la construction de logements est l'un des principaux arguments avancés par les avocats d'une fermeture anticipée, Stockholm souffrant d'une pénurie immobilière depuis de nombreuses années. L'aéroport s'étend sur 180 hectares et pourrait accueillir de 20 000 à 50 000

nouveaux logements selon une étude de deux professeurs de l'École royale polytechnique de Stockholm KTH. En dépit des annonces répétées du gouvernement, la fermeture anticipée de Bromma est plus qu'incertaine. Une majorité du Parlement (parti du Centre, Libéraux, Modérés, Chrétiens-démocrates, Suédois démocrates) a déclaré vouloir y mettre son veto, sur proposition de la commission parlementaire des Transports. Le dépôt d'une motion de censure n'est pas exclu en cas de bras de fer avec le gouvernement. En 2016, le Parlement avait déjà voté contre un scénario de fermeture anticipée.

Le Néerlandais Anko Van der Werff deviendra le nouveau PDG de SAS à partir du 15 juillet. Il dirige actuellement le groupe de compagnies aériennes Avianca Holdings en Colombie. Anko Van der Werff a évolué dix ans au sein d'AirFrance KLM, dont un an en tant que Marketing manager Europe du Nord (2005-2006) et quatre ans comme Directeur régional Suède, Finlande et pays baltes (2006-2009).

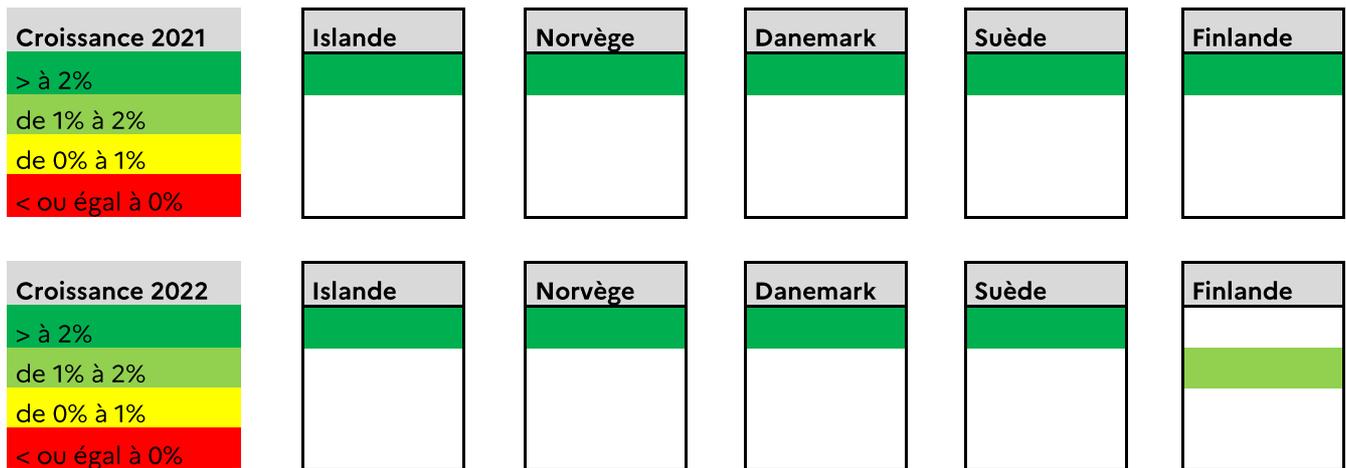
Stockholm a vu naître plus de licornes/habitant que toute autre région au monde, à l'exception de la Silicon Valley selon un rapport d'Atomico. La capitale suédoise a donné naissance à une 2^{ème}

génération de licornes parmi lesquelles Klarna, Oatly, Trustly, Northvolt, iZettle, Kry, etc. La *success story* suédoise peut être attribuée à différents facteurs : ambition des startups de se développer en priorité à l'international plutôt que sur un marché national, importance des investissements publics, culture de l'investissement privé, forte digitalisation de la société, parrainages de la 1^{ère} génération de licornes (Skype, Spotify, Minecraft, etc)... Stockholm devance désormais Berlin dans le classement des « tech hubs » (selon Dealroom, en termes de capital investi dans les startups) et se classe en 3^{ème} position, derrière Londres et Paris.

La startup Heart Aerospace promet un avion de ligne électrique certifié pour les vols commerciaux d'ici 2026.

La société développe l'ES-19, un avion électrique opérable sur des vols régionaux, avec une capacité de 19 passagers et une autonomie de 400 km. Selon le Fondateur et PDG Anders Forslund, Heart Aerospace aurait signé des accords d'intention pour plus de 300 avions avec 12 compagnies aériennes (dont SAS, Finnair, BRA mais aussi des compagnies américaines, néo-zélandaises, etc). La startup négocie par ailleurs avec Northvolt, qui développe un nouveau segment avec l'électrique aérien (en mars Northvolt a également racheté l'américain Cuberg, spécialisé dans les batteries pour avions électriques

Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
PIB										
Gouvernement	2,8	3,1	2,5	2,0	4,4	-	3,2	3,8	3,9	3,1
Banque centrale	1,4	-	2,6	2,7	3,8	3,4	3,7	3,9	2,5	5,1
Institut stat./conj****	1,4	-	3,0	2,4	4,4	3,7	3,2	3,5	3,9	3,1
Commission*	2,9	3,6	2,8	2,0	2,8	-	2,7	4,0	3,1	-
FMI**	3,5	2,5	3,6	2,0	3,2	4	3,5	2,9	4,1	2,7
OCDE***	1,8	2,5	1,5	1,8	3,2	1,6	3,3	3,3	3,0	3,2
SEB (02/2021)	3,0	4,5	2,8	2,5	3,4	2,8	2,8	4,8	-	-
Nordea (01/2021)	2,5	3,5	3,0	2,0	3,4	4,3	4,0	3,0	-	-
Danske Bank (01/2021)	2,3	3,4	2,2	2,8	3,7	3,4	3,4	2,6	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2021)

** World Economic Outlook (octobre 2020)

*** Perspectives économiques (décembre 2020)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Déficit public										
Gouvernement	-1,3	-1,5	-5,2	-3,3	-2,9	-	-4,5	-1,0	-9,7	-7,3
Commission*	-2,5	-1,9	-4,8	-3,4	7,8	-	-2,5	-1,4	-9,2	-
FMI**	-3,0	-1,5	-4,1	-2,6	2,0	4,1	-2,0	-1,5	-7,0	-5,9
OCDE***	-2,9	-1,8	-5,1	-3,7	1,8	2,2	-3,8	-2,3	-13,0	-11,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Dette publique										
Gouvernement	40,9	41,5	71,4	72,5	-	-	39,9	37,0	57,5	62,2
Commission*	41,1	40,9	71,8	72,5	43,7	-	40,5	40,3	67,3	-
FMI**	39,3	42,6	68,6	69,1	40,0	40,0	41,7	41,4	52,5	52,7
OCDE***	40,1	40,9	68,5	72,3	-	-	38,3	38,5	90,1	-

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Autres										
Inflation (IPCH)*	1,2	1,3	1,2	1,2	1,8	-	1,3	1,1	2,8	-
Cons. privée*	4,7	2,6	3,5	3,9	3,9	-	3,4	3,6	2,9	-
Chômage (BIT)*	5,8	5,5	7,7	7,4	4,8	-	9,2	8,1	9,5	-

Source :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2020) - Commission

** *World Economic Outlook* (octobre 2020)

*** *Perspectives économiques* (décembre 2020)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

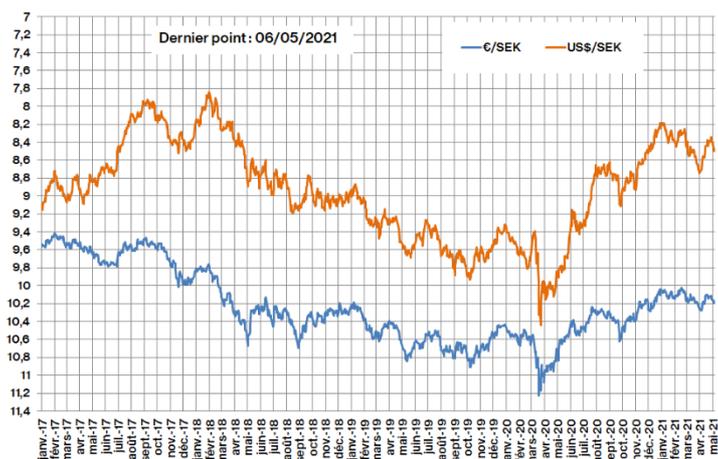
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

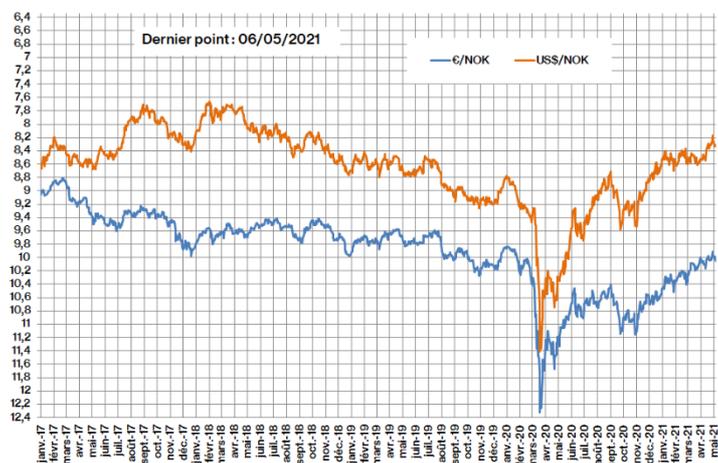
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international